

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



décembre 2015 numéro 407 2ème

Maudite soit la guerre !



Les éditions de la CNT-RP éditent «**Les ouvriers ne seront plus des orangs-outangs. Paroles ouvrières de canuts**» de Raphaële Perret. Page à page, le Combat syndicaliste livre ces paroles, comme autant de "coups de navette".

Çà fait-il mal un coup de navette ?
essayez.



Coups de navette - 2 septembre 1832

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des orangs-outangs...*

Ici et maintenant

- pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes **P 2**
- FN contre les salarié.es **P 6**
- garde fasciste au collège du Gard **P 7**

Luttes syndicales

- Adrexo dématérialise tout **P 3**
- Téfal : dans le sens des poêles **P 4**

Dossier

- guerre à la guerre **P 8 à 11**

International

- Liban
- Palestine
- Espagne **P 14 à 17**

Culture

- les ouvriers ne seront plus des orangs-outangs **P 18 & 19**
- red and black christmas **P 20**
- déconstruction et politique **P 22 & 23**

L'arme à gauche

**Pas de guerre entre les peuples,
pas de paix entre les classes**

La CNT apporte son soutien aux victimes des attentats perpétrés à Paris dans la nuit du 13 novembre, et à leurs proches. Ce massacre a touché des innocents, des travailleur.euses, jeunes et moins jeunes, de toutes origines... Tué.es parce que se trouvant sur le chemin des assassins de Daesh qui a décidé d'étendre le conflit du Moyen-Orient sur le sol français, cette guerre à laquelle l'Etat français participe activement.

Les gouvernements français, de gauche comme de droite, ont largement contribué à la déstabilisation du Moyen Orient et de l'Afrique. Déjà lors de la première guerre du Golfe, malgré les manifestations massives d'opposition de la population, le Parti Socialiste a imposé la participation de la France à la coalition bombardant l'Irak. Les vingt-cinq ans de guerres, d'embargos et d'occupation qui ont suivi ont fait le lit d'Al Qaeda et de Daesh.

Troisième exportateur d'armes au monde, l'Etat capitaliste français est un faiseur de guerre qui vend des armes au Qatar et à l'Arabie Saoudite, aux liens ambigus avec Daesh, et avec la Turquie qui aide Daesh dans sa guerre contre les Kurdes. Ces ventes d'armes, ces alliances stratégiques avec des régimes dictatoriaux servent les intérêts économiques des grandes sociétés capitalistes françaises.

Là-bas, le plus profond chaos politique favorise des guerres de pouvoir pour la maîtrise du pétrole et des autres richesses. Les rivalités économiques et géopolitiques entre puissances s'exacerbent. Les civils de ces pays en sont les premières victimes, comme dans toute guerre.

Les tueries comme celles du 13 novembre, les peuples de la région ne les connaissent que trop bien, contraints de quitter maison, quartier,

ami.es, famille pour tenter de se mettre en sécurité ailleurs.

Quand ils-elles ne périssent pas dans la traversée, c'est en Europe qu'ils-elles essayent de refaire leur vie, dans ces pays dont les gouvernants sont en partie responsables des violences perpétrées dans leur pays. Les migrant.es fuient la terreur ! Comme nous aujourd'hui, ils-elles sont victimes d'une guerre qu'ils-elles n'ont pas choisie. Plus que jamais, aujourd'hui, nous devons renforcer notre solidarité envers eux-elles.

Comme en janvier, nos dirigeants instrumentalisent l'émotion face à ces massacres odieux, appelant à l'unité nationale pour faire taire toute critique légitime de leur politique extérieure impérialiste.

Les postures martiales et chauvines des gouvernements ne doivent tromper personne : loin de faire reculer la menace terroriste, elles ne seront que le prétexte à museler toute expression contestataire, tout mouvement social, et elles risquent de provoquer la stigmatisation d'une partie de la population, amalgames et divisions.

Cette guerre qu'ils mènent sur d'autres territoires entraîne des conséquences sur le sol français depuis des années : lois de plus en plus liberticides, flicage, discours xénophobes censés nous diviser pendant qu'ils nous imposent des politiques antisociales et rétrogrades. Ils rétablissent maintenant le contrôle aux frontières, rendant plus difficile l'accès au territoire de ceux-là mêmes qui fuient les massacres de Bachar Al-Assad et Daesh.

Nous demandons la levée de l'état d'urgence, des «contrôles aléatoires», du «fichage généralisé».

Le capitalisme sème la guerre et la misère. Il faut que cesse la politique impérialiste de la France. Cette guerre n'est pas la nôtre ! Ni Etat Islamique, ni Etat policier !

Solidarité avec les victimes du massacre du 13 novembre et leurs proches !

Solidarité entre les travailleur.euses du monde entier. ●

La CNT.

Le chômage punitif

Contrôle renforcé, premières sanctions. La privation d'allocation, c'est du vol !

La Franche-Comté était «région test» pour le contrôle des chômeur.euses, avec le Poitou-Charentes et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Depuis octobre, le dispositif de contrôle renforcé est désormais généralisé à toutes les régions françaises. Dans la seule ville de Besançon, il a permis de punir près de 600 sans-travail, soit un tiers des contrôlé.es, coupables de ne pas chercher assez bien. On les a donc «suspendu.es» pour 15 jours*, c'est-à-dire qu'on leur a pris un demi mois d'allocation pour remplir les caisses de l'Etat. Rappelons que cet argent est ce qu'on appelle un salaire social, une part de la paye qu'on nous prélève pour nous la reverser quand il n'y a plus de boulot pour nous. Autrement dit, c'est une assurance contre le risque de chômage, pour laquelle on paye et qui permet à plusieurs millions de personnes de survivre. Rien n'est dit en revanche sur le nombre d'allocataires radié.es suite à ces contrôles, principal moyen pour les gestionnaires de bidouiller les chiffres pour faire croire que «la crise est dernière nous».

■ Travail, chômage, même combat

L'Etat ne lutte pas contre le chômage mais bien contre les chômeur.euses, et même contre tou.tes les travailleur.euses quand il facilite les licenciements et exonère d'impôts les patrons, en espérant qu'ils daigneront embaucher. Travail et chômage sont les deux faces d'une même pièce : tous deux profitent aux patrons. La réduction du chômage implique la réduction du temps de travail, et ne peut être autre chose qu'une lutte contre le patronat.

La solution serait pourtant simple : 10% de chômage ? Baissons donc de 10% le temps de travail hebdo-

On dit que nécessité n'a point de loi ; plusieurs négociants font une pétition pour qu'on fasse une loi de la nécessité.



Coups de navette - 30 octobre 1831
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*

CE QUI INQUIÈTE LES CHÔMEURS :



madaire et le nombre d'années à cotiser pour la retraite, augmentons de 10% la durée des congés payés, et il faudra bien recruter du monde. Mais l'idée de partage est absolument étrangère à cell.eux qui vivent de notre travail, et c'est en ça que nos intérêts diffèrent fondamentalement des leurs. C'est pour cela qu'il ne pourra exister aucune forme d'intérêt général (ni national) tant qu'il y aura des riches et des pauvres. Cell.eux qui prétendent le contraire sont des naïfs ou des menteurs.

Nous proposons que la Franche-Comté devienne région-test pour une révolution sociale et libertaire, pour l'abolition du chômage et de l'emploi, que celles et ceux qui sont partant.es nous contactent. ●

La CNT 25

* C'est le premier niveau de sanction prévue, qui peut monter jusqu'à six mois de radiation et donc de privation du versement des allocations chômage....

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

CPPAP N° 0618S06521-TGI N° 97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13 - c/o 1 000 Bâbords - 61, rue
Consolat - 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

CS c/o CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

Voir le coupon dans votre journal

Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie de l'étoile- lieu-dit Ste Anne
61190 TOUROUVRE

Le *Combat syndicaliste* sort en début de mois.

Les tâches amenant le *Combat syndicaliste* dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqués.es après leurs journées de travail.

Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou.tes !

Adrexo dématérialise tout y compris le personnel !

Adrexo fait distribuer pub et prospectus sans site, bientôt sans salarié.es directs.

A lors que nous, syndicalistes, nous nous inquiétons de notre existence dans l'entreprise au travers du processus électoral des représentant.es du personnel, Adrexo pratique une stratégie où ce genre de préoccupation n'est que subsidiaire.

La lutte des classes ne se joue pas là ! Stratégiquement, Adrexo dématérialise à tout va. Au-delà de l'imaginable !

La dématérialisation de la feuille de route n'est qu'un simple avatar sur le chemin mais non sans importance puisqu'elle permet d'éviter de la conserver ; des preuves certaines et probantes, les réserves étant quasiment impossibles à notifier sur le dit écran.

Autre phase de dématérialisation nettement plus importante, la fermeture des sites matérialisant son existence juridique dans certains points géographiques. Cette suppression des sites procure énormément d'avantages à l'employeur et présente moult risques pour les employé.es. Pour l'instant, période de test, seuls certains sites sont clos et les salarié.es qui en dépendaient sont rattaché.es à des sites centraux éloignés de leurs points d'exercices de distribution. Par la suite, on peut craindre qu'il y ait de moins en moins de sites centraux. Jusqu'à disparition totale.

Des quais temporaires

Si l'exercice de la profession perdure, il se fera dans l'immédiat par remise des pubs à distribuer sur des sites ouverts quelques heures chez les prestataires tiers apportant une surface immobilière (souvent des quais) pour le seul temps de la remise des pubs à distribuer. Ainsi Adrexo est censé diminuer ses coûts, ce qui n'est pas

certain, des frais de transport de pubs vers les plates-formes des prestataires pouvant équivaloir au recours du site permanent. Les bilans futurs révéleront les résultats financiers de ce choix. Mais d'ores et déjà, on peut être sûr que la disparition de ces sites escamotera les délégué.es du personnel mais aussi l'affichage obligatoire ; pas de site, pas de délégué.es, pas d'emplacement d'affichage, et nulle part pour manifester de manière légale. Improbable de manifester chez un tiers qui loue un espace quelques heures par semaine !

Des salarié.es à externaliser

Avec un code du travail allégé au point de devenir insignifiant, le pouvoir des médecins du travail et des inspecteurs.trices du travail réduit à peu de chagrin, une quasi-disparition des prud'hommes, on ne sera pas loin d'un retour aux conditions du XIXème siècle.

Il ne restera plus à Adrexo qu'à faire disparaître les salarié.es en leur imposant le statut de travailleur.euses indépendant.es. Enfin maître, comme au meilleur temps de l'esclavage !

Bienvenue dans le monde moderne de la dématérialisation. Salarié.e tu viens d'être désintégré.e. Tu n'existes plus, sois moderne, tu es enfin autonome, tu travailleras avec des client.es et tu contesteras devant le tribunal de commerce le caractère léonin de tes contrats commerciaux de prestataires. Bienvenue dans le modernisme du paiement par traite à X jours ! ●

Charles, CNT interco 71

M. O*** a trouvé un moyen facile pour payer ses ouvriers ; au lieu d'aller chercher des fonds à la banque, il va à la poudrière.

Coups de navette - 20 novembre 1831

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



Dans le sens des poêles

Tefal et la justice prennent l'inspectrice du travail à rebrousse-poêle.

Nous étions plus de 800 venu.es de toute la France ce vendredi 16 octobre à Annecy, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CNT, FO, FSU et Solidaires, pour soutenir l'ex-salarié de Tefal et lanceur d'alerte, ainsi que notre collègue Laura qui passaient en procès. Les organisations syndicales de Tefal étaient également présentes ainsi que l'Observatoire des discriminations syndicales pour lire une motion de soutien du Syndicat des Avocats de France et du Syndicat de la Magistrature.

À l'extérieur, une parodie du procès a été mise en scène ironiquement par le LACSE, Laboratoire d'artistes créateurs sympathiques et engagés.

À l'intérieur, la réalité était nettement moins festive, déroulant un véritable procès politique dans une grande unanimité entre le procureur, la présidente du tribunal et l'avocat de Tefal. Ces trois acteurs avaient décidé de tenir un seul et même discours, à grands renforts de sourires entendus entre eux. Une vraie mise en scène de justice de classe pro-patronale, jusqu'à la caricature.

■ Justice et entreprise unies

Loin de tout débat juridique et du fond de l'affaire, à savoir les pressions exercées par Tefal pour mettre hors jeu une inspectrice du travail, notre collègue a du subir les feux croisés de la juge, de l'avocat de Tefal, et du procureur. Chacun rebondissant sur l'autre dans un premier réquisitoire sur sa personne et ses pratiques professionnelles. Le trio lui a reproché notamment d'avoir relevé un outrage lors d'un précédent contrôle et dans une autre entreprise que Tefal après avoir été menacée physiquement



Le stand éphémère de la CNT devant le palais de justice d'Annecy.

(pour la juge, ce n'est pas un outrage ; si, si !) ; de ne pas prévenir avant ses contrôles ; de ne pas tenir compte de la réalité économique des entreprises, etc. En un mot, d'être trop rigide... et, cerise sur le gâteau, d'avoir continué à contrôler Tefal.

Ce réquisitoire visant à déstabiliser personnellement notre collègue s'est

ensuite développé et terminé dans une apothéose anti-inspection du travail et une verve anti-syndicale. Qu'on se le dise, quand on est attaqué, il ne faut pas réagir et encore moins faire appel aux syndicats !

N'importe quel agent de l'inspection du travail ne peut que se sentir méprisé par ce qui s'est dit lors de ce procès et ce qu'a subi notre collègue.

■ Des magistrats contre le respect du droit

Qu'on ne se trompe pas, c'est bien notre mission qui a été attaquée, celle de faire respecter un droit du travail posant des limites à la relation d'exploitation des salariés, et l'idée même de pouvoir se défendre par la mobilisation collective à travers des

Les ouvriers avaient sollicité une amélioration à leur sort, et on leur a envoyé le ministre de la guerre, 26,000 hommes de garnison, des canons, etc.
Sensible amélioration !



Coups de navette - 25 décembre 183
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*



Après les prises de parole une pièce de théâtre mettant en scène le travail sous pression a été jouée devant la tribunal.

syndicats. À cet égard, la juge a jugé utile d'opérer un contrôle politique de chacun de nos collègues (Laura mais aussi les témoins) en leur demandant systématiquement quelle était leur définition de notre fonction. Le but étant de déceler des traces de « partialité », pour celui ou celle qui oserait dire que le droit du travail est là pour assurer une protection minimale des salariés.

Après avoir à nouveau développé son amour de l'entreprise et sa haine des syndicats et de l'inspection, le procureur a demandé une amende avec sursis pour le lanceur d'alerte et 5 000 euros d'amende contre Laura.

Le délibéré doit être rendu le 4 décembre.

Quelle que soit la décision, ce procès politique vise, au travers de notre collègue, à délégitimer l'action d'une inspection du travail au service des travailleurs.

Seule la mobilisation collective nous permettra de résister aux attaques répétées contre l'inspection du travail ! ●

CNT Travail et Affaires sociales

Métro Commune

Donner le nom «Commune de Paris» à une station de métro

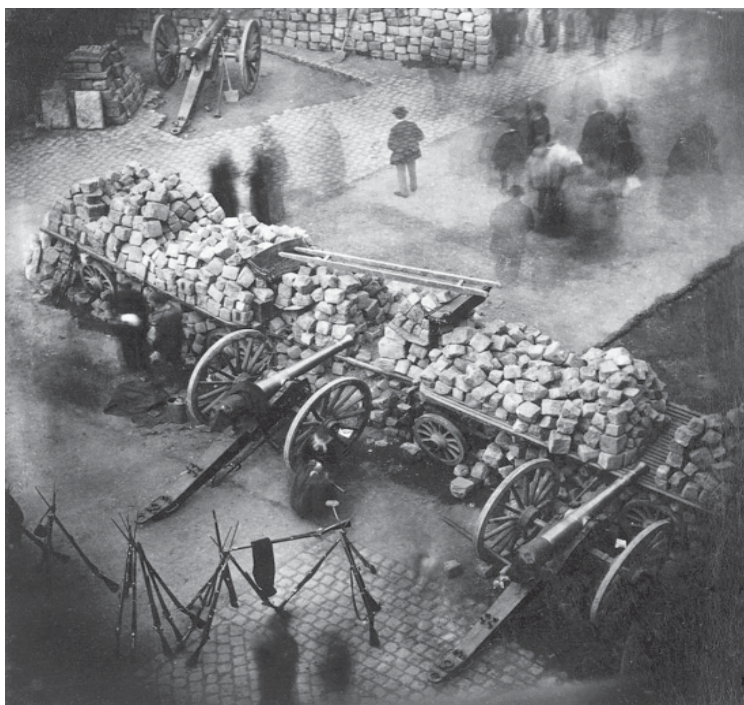
Les Ami.es de la Commune lancent un appel pour qu'une station du métro soit nommée «Commune de Paris-1871» grâce aux développements prévus des lignes dans les dix ans à venir. Du 18 mars au 28 mai 1871, Paris tenta de se défaire de la

tutelle de l'État. Ces 72 jours ont laissé une marque indélébile, d'espoir et de sang, dans l'histoire et l'imaginaire des luttes, éléments du patrimoine des révolté.es et du mouvement ouvrier de tous les pays.

Un appel a été lancé pour qu'a v a n t 2021, date du cent cinquantième anniversaire de la Commune, une bouche de métro crie son nom.

Ces ardents défenseurs du droit et de la justice furent victimes d'une répression terrifiante pendant la Semaine sanglante : des milliers d'exé-

cutions sommaires, sans procès. Puis, des milliers furent condamnés, hors de tout vrai droit, prison, déportation, bannissement, travaux forcés... Puis une chape de plomb est tombée sur la Commune de Paris de 1871. Certes, quelques lieux de mémoire parisiens en rappellent déjà le souvenir, Mur



La Commune rend la barricade commune

des fédérés, rares noms de rues, quelques plaques... Mais «la Commune de Paris n'a toujours pas la visibilité forte dans l'espace public que nous souhaitons», écrit l'association. Quelque 150 comédiens, chanteurs, cinéastes, philosophes et syndicalistes ont signé le premier appel.. ●

Association des Ami.es de la Commune 1871,
46 rue des Cinq-Diamants, 75013, Paname,

permanences du lundi au vendredi, 14h-17h30,
tél. : 01 45 81 60 54,
<amis@commune1871.org>,
<http://commune1871.org/>

Certain fonctionnaire
a dit que l'ordre était rétabli,
que force était restée à la loi....
du négociant contre l'ouvrier.

Coups de navette - 25 décembre 1831

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*





Le FN contre les salarié.es

Un programme à décortiquer. Une analyse de la CNT Nord-Pas de Calais

Le FN tente de se présenter comme le parti qui défend les petits contre les gros. En réalité, il défend une politique économique et sociale en faveur du patronat.

■ Quelques exemples parmi d'autres :

Impôts :

le FN est pour la suppression de l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes et la multiplication par deux de la TVA (l'impôt socialement le plus injuste puisque tout le monde le paie sans distinction de revenu).

Emploi :

le FN prône la libre entreprise, l'allongement du temps de travail, l'allègement des cotisations patronales et le renforcement des cadeaux fiscaux au patronat, accentuant ainsi la déstabilisation financière des

caisses d'assurance chômage, maladie et vieillesse.

Droits sociaux :

le FN veut supprimer le RSA et casser le code du travail.

Libertés démocratiques :

le FN veut interdire le droit de grève.

Retraites :

le FN a longtemps soutenu toutes les réformes menées par l'UMP (aujourd'hui « Les Républicains ») visant à reporter à 65 ans l'âge de départ légal à la

traite et à casser le système de solidarité actuel. Aujourd'hui, même s'il est désormais favorable au rabaïssment de l'âge de départ légal de 65 à 60 ans, le FN continue à vouloir remplacer le système de répartition (fondé sur la solidarité inter-générationnelle) au profit d'un système par capitalisation (fonds de pension). ●

Plus d'infos dans le dossier réalisé par la CNT Nord-Pas-de-Calais : <http://www.cnt-f.org/59-62/antifascisme/>



Quelle est l'arme la plus terrible, la plus venimeuse de certains négociants ?

- La langue.
- Leurs meilleures qualités ?
- L'astuce et la friponnerie.
- Leur loi ?
- Celle du plus riche contre le plus pauvre.
- Leur droit ?
- Celui de faire travailler l'ouvrier pour leur bon plaisir; et de le faire mourir de faim, *lorsque besoin sera.*

Coups de navette - 25 décembre 183



Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*

Garde fasciste au collège du Gard

Le FN ramène ses sbires identitaires devant le collège de Vergèze, Gard.

Le 2 novembre, le réseau Raage (Réseau anticapitaliste autogestionnaire du Gard) appelait à un troisième rassemblement de protestation devant le collège de Vergèze, à l'occasion du conseil d'administration où siège un élu FN. Cette fois, un comité d'accueil d'une quarantaine de militants d'extrême droite venus de plusieurs départements étaient un rendez-vous pour soutenir le Front National et son élu. Parmi eux, Richard Roudier et plusieurs membres de la Ligue du Midi. Autrement dit, la vieille garde du Bloc Identitaire (qui a muté en 2012 en «réseau identitaire»). Le FN essaye depuis quelques années de prendre ses distances avec les Identitaires, du moins en façade, afin de se montrer sous un jour plus présentable et de gagner une certaine légitimité dite «républicaine». Et la responsabilité de la présidence PS du Département est complètement engagée, car c'est le Parti Socialiste qui a donné mandat aux fascistes pour siéger officiellement dans les conseils d'administration, participant à la légitimation du FN, et à la progression des idées les plus réactionnaires et nauséabondes. Par calcul électoral... certainement

Lundi soir, ce masque fragile de respectabilité est tombé : la simple présence de la Ligue du Midi en est une preuve, appuyée par des slogans sonnante comme des pro-



vocations haineuses : « Il ne chante plus, Clément Meric » (Insulte à la mémoire du jeune militant assassiné par des fascistes en 2013), «Et ils sont où, les antifas ?» (Ils se reconnaissent donc bien eux-mêmes comme fascistes...), pour lancer en partant : «Les flics ne seront pas toujours là pour vous protéger, pédés !» avec insulte homophobe au passage. Les flics en question ont laissé les provocations s'accumuler, jusqu'à la tentative de nous subtiliser la banderole, qu'un des manifestants pro-FN est allé embarquer sous l'œil débonnaire des gendarmes. Il a fallu qu'un membre du Raage aille la lui arracher, et se retrouve plaqué au sol par les forces de l'ordre. Le FN a donc battu un rappel large à la droite de sa droite, perdant peut-être patience face à notre vigilance, avec laquelle ils doivent désormais compter. ●

RAAGE 3

Réseau Anticapitaliste et Autogestionnaire
du Gard

contact : <raage.gard@gmail.com>



SMIC

- 9,61 euros bruts de l'heure, soit :
- 1457,52 euros bruts mensuels pour 35h/semaine (151,67h/mois).
 - 1.640,76 euros bruts mensuels pour 39h/semaine (avec majoration de 10% de la 36ème à la 39ème heure).
 - 1.665,74 euros bruts avec majoration de 25%.

FONCTION PUBLIQUE :

Minimum mensuel

1 430,76 euros bruts

(Indice majoré 309).

Indemnité de Résidence :

(Indice majoré 313) :

- zone 1 : taux à 3% (appliqué sur le traitement brut, montant mensuel plancher de 43,48 euros).
- zone 2 : taux à 1% (appliqué sur le traitement brut, montant mensuel plancher de 14,49 euros).
- zone 3 : taux à 0%.

Seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité :

1430,76 euros.

Supplément familial de traitement :

- 1 enfant : 2,29 euros.
- 2 enfants : 10,67 euros. 3% du salaire.
- 3 enfants : 15,24 euros. 8% du salaire.
- par enfant supplémentaire : 4,57 euros. 6% du salaire.

nota : Les informations ci-dessus restent d'actualité mais seront modifiées dès que l'arrêté du 14 janvier 2014 relatif à «la garantie individuelle du pouvoir d'achat» sera en vigueur.

CHÔMAGE PARTIEL

Depuis l'instauration de la loi sur « la sécurisation de l'emploi » les différentes indemnités dues au chômage partiel (Allocation spécifique, APLD etc.) ont été fusionnées. Le-la travailleur-euse perçoit une seule indemnité horaire égale à :

- 70% de la rémunération brute qu'il-elle aurait perçue s'il-elle avait travaillé à temps plein.
- 100% de sa rémunération nette s'il-elle suit une formation pendant les heures chômées.

- Minimum horaire :

7,23 euros (entreprises de plus de 250 salarié-e-s),
7,74 euros (moins de 250 salarié-e-s).

PLAFOND SS

3 129 euros / mois et 37 548 euros / an.

La colère entre les ouvriers et les négociants est-elle apaisée ?
— Et certes, oui, depuis qu'on les a désarmés.

Coups de navette - 25 décembre 1831

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



Guerre à la guerre !

**El Ferrol, Rio de Janeiro, Zimmerwald :
contre la guerre, en 1915, l'internationale ouvrière**

Avant 1914, l'Internationale socialiste (IS, marxiste), la Fédération syndicale internationale (FSI, réformiste) et les syndicats révolutionnaires proclament tous que les prolétaires du monde sont frères et doivent s'unir dans le refus des guerres. Dans l'ensemble et sauf quelques exceptions, de ces trois courants seul le dernier, ainsi que l'anarchisme, est resté fidèle au principe internationaliste quand la guerre mondiale a éclaté. Les autres ont majoritairement sombré dans le nationalisme, le militarisme et la collaboration gouvernementale. Les résistants à la guerre avaient alors comme ennemi non seulement l'État et le patronat, leur censure, leurs prisons, leurs balles ; mais aussi les courants dominants du mouvement ouvrier, leur propagande et leurs services d'ordre.

Les syndicats révolutionnaires n'avaient pas d'Internationale. Seule la CGT française participait

à la FSI, et l'a d'ailleurs suivie dans sa trahison de l'internationalisme. Il existait pourtant depuis 1907 un Bulletin international du syndicalisme révolutionnaire, né du congrès anarchiste d'Amsterdam, et lors du congrès de Londres en 1913, les bases d'une fédération ont été discutées*. La guerre frustra cet élan sans parvenir à le briser, une rencontre eut lieu à El Ferrol en Galice, trouvant un écho en Amérique. Parallèlement les socialistes opposés à la guerre se réunissent à Zimmerwald (Suisse). Dans ces assemblées se forment les embryons de ce qui va devenir d'une part l'AIT, Association internationale des travailleurs (anarcho-syndicaliste), et d'autre part l'Internationale communiste. D'où l'intérêt d'y regarder de plus près.

L'histoire des congrès peut sembler fastidieuse, éloignée du quotidien et des luttes, mais on y voit se construire et se confronter les mouvements au-delà des frontières.

■ Rare syndicalisme révolutionnaire

Il faut rappeler qu'alors le syndicalisme révolutionnaire existe dans de nombreux pays mais reste un mouvement marginal, excepté en France et en Italie. La CGT rallie l'union sacrée contre «les boches», signe du renversement de sa majorité entamé quelques années aupa-

ravant. Environ un tiers de l'Union syndicale italienne scissionne sur une base nationaliste, rejointe par des socialistes dissidents parmi lesquels un certain Mussolini. Dans les autres pays, les syndicats révolutionnaires restent anti-patriotes, ce qui illustre le fait que la classe ouvrière de l'époque n'était pas intégrée à la nation, formant un groupe social, politique et culturel autonome.

■ Le congrès de la paix

Pour ces militants, la guerre est la preuve (et la conséquence) de l'échec des Internationales existantes. Ce qui incite à redoubler d'efforts pour construire une union vraiment révolutionnaire et antimilitariste des travailleurs du monde. Divers organes de presse expriment cette volonté. La guerre est un obstacle, mais pas insurmontable dans un pays neutre comme l'Espagne. L'initiative du congrès vient non pas de la CNT en elle-même, mais de la base, de l'Athénée syndicaliste d'El Ferrol, qui lance en février 1915 son invitation «à tous les internationalistes». 170 organisations y répondent par l'intermédiaire de 47 délégués qui se rendent en Galice fin

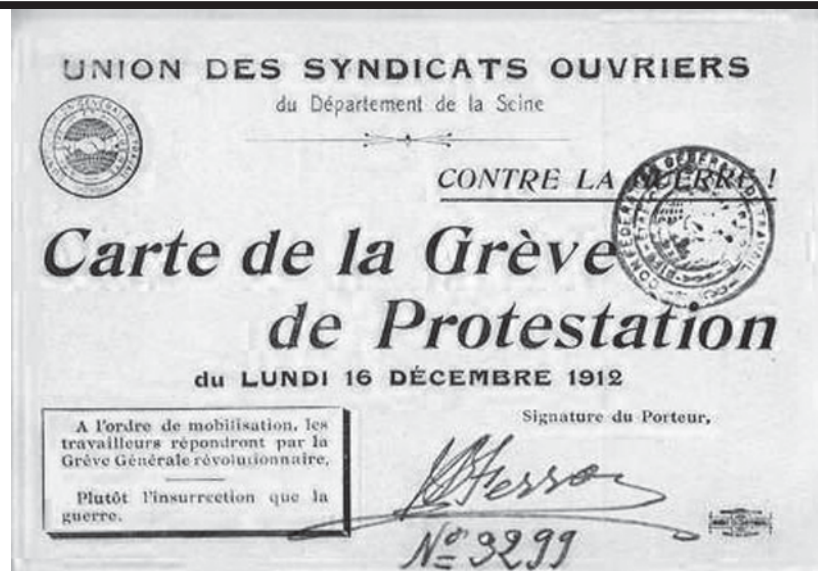


Un prince a dit :

« Les intérêts des uns
doivent être les intérêts
des autres. » Les ouvriers
sont toujours les *uns*,
quand seront-ils donc
les *autres*?...



Coups de navette - 22 janvier 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans*.



Le 16 décembre 1912, la CGT lance une grève qui se veut générale pour faire "la guerre à la guerre". Succès mitigé.

avril, malgré l'interdiction du gouvernement espagnol et la surveillance généralisée. Ce sont essentiellement des syndicats, fédérations ou centres ouvriers, mais aussi 25 groupes anarchistes, deux groupes socialistes, diverses coopératives, associations espérantistes et publications.

■ «Moyens d'abrégé la guerre»

Ils viennent d'Espagne et du Portugal principalement, mais aussi de France, de Grande Bretagne, d'Italie, d'Argentine, du Brésil et de Cuba. Il faut en outre mentionner les 130 organisations qui adhèrent publiquement au congrès sans pouvoir faire le déplacement, et souligner que du fait de la guerre, de nombreux groupes n'ont pas dû recevoir l'invitation. D'autres délégués français, italiens et britanniques sont retenus aux frontières ou dans les ports. Un délégué brésilien meurt à Vigo dans des circonstances inexplicables.

L'ordre du jour prévu était le suivant : 1) moyens d'abrégé la guerre, 2) moyens d'empêcher les guerres à l'avenir, 3) le désarmement général. Ces trois points ne peuvent être traités intégralement : la police envahit la salle de congrès avant la clôture, et arrête

plusieurs participants et organisateurs. Les congressistes ont seulement le temps d'approuver trois perspectives d'action : 1) former un Comité permanent de propagande pacifiste destinée particulièrement aux soldats des pays en guerre, comité basé à Lisbonne ; 2) fonder dès que possible une nouvelle Internationale ouvrière luttant « contre toutes les guerres, l'exploitation capitaliste et la tyrannie de l'État » ; 3) renforcer et unir les organisations partageant ces buts dans la péninsule Ibérique.

Dans les jours qui suivent des meetings de protestation contre la répression du congrès ont lieu à Madrid, Saragosse et Valladolid.

■ Échos en Amérique latine

Plus encore qu'en Europe, les organisations anarchistes ouvrières d'Amérique du Sud se font l'écho d'El Ferrol. Dès le 1er mai le mot d'ordre est : « Guerre à la guerre, au capital et aux gouvernements ! ». Le 30 mai, la Fédération ouvrière régionale argentine organise à son tour un meeting à Buenos Aires. Douze orateurs y argumentent contre la guerre, le nationalisme, et en soutien aux délégués arrêtés. À Sao Paulo existe également une Commission internationale contre la guerre. Avec la Confédération ouvrière brésilienne, elle organise un second congrès pacifiste à Rio de Janeiro en octobre 1915, auquel

participent une quarantaine de délégués brésiliens, argentins, espagnols et portugais (dont deux délégués de groupes féministes du Brésil). Le congrès adopte les mêmes positions que celui d'El Ferrol pour les appliquer au continent américain, et pour coordonner l'action des comités pacifistes de Sao Paulo.

Ceux-ci ne parviendront pas à réaliser leurs ambitions, l'effet immédiat de ces deux congrès ouvriers pacifistes est surtout de renforcer les organisations anarcho-syndicalistes - particulièrement la CNT espagnole pour qui c'est presque une seconde naissance - et les liens qu'elles entretiennent. Quant à la volonté d'une nouvelle Internationale, elle est reprise à la fin de la guerre par les syndicalistes allemands, italiens, néerlandais et scandinaves, et se concrétisera à Berlin en 1922 par la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs.

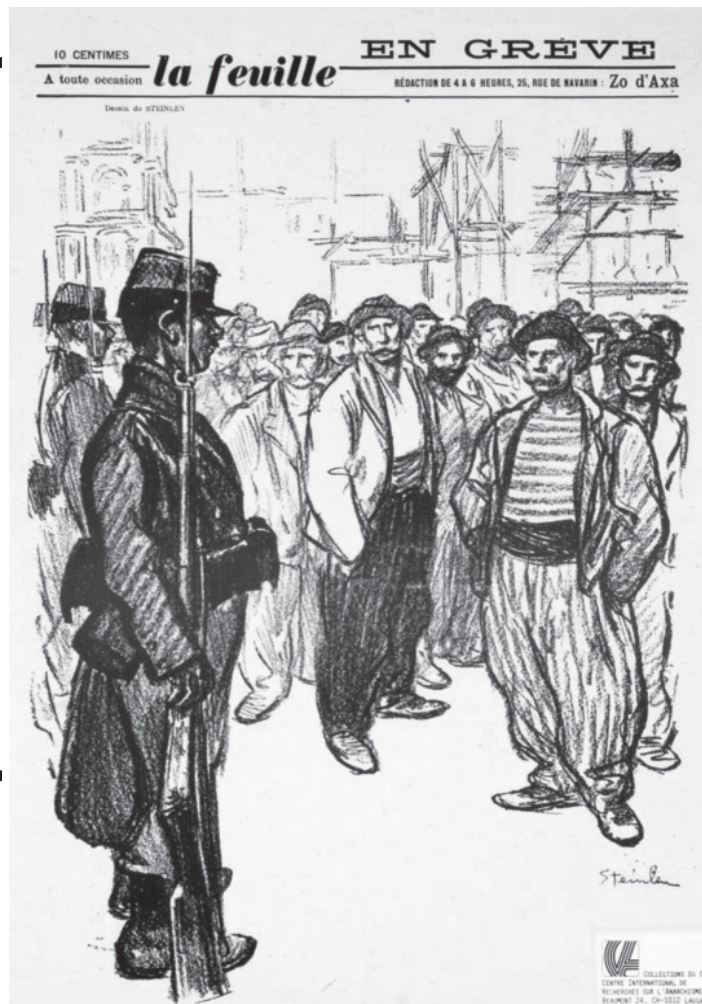
■ Que faire avec Lénine

La fraction opposée à la guerre au sein de l'Internationale socialiste se réunit en septembre 1915 à Zimmerwald, et les années suivantes à Kiental (également en Suisse) et Stockholm. Le principal leader et théoricien de cette tendance est Lénine. Ces conférences sont organisées en secret (salle louée au nom d'une société ornithologique) et mieux préparées que le congrès d'El Ferrol. Syndicalisme et socialisme sont déjà deux mouvements sépa-

Le même prince a dit : « Le fabricant et l'ouvrier ne doivent faire qu'un... »
C'est fort bien ! pourvu que ce ne soit pas quand l'un aura mangé l'autre.



Coups de navette - 22 janvier 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



La troupe face au grévistes. Une situation classique à la prétendue "Belle époque".
Dessin de Steinlein dans la feuille de Zo d'Axa, en 1898

rés, l'action directe économique et sociale s'accommode mal de l'électoratisme, du parlementarisme et même du coup d'État. Ainsi les seuls syndicalistes invités sont ceux de la minorité révolutionnaire française, probablement car ce sont les moins anarchisants. Les relations nouées pendant la guerre les lieront d'ailleurs durablement au léninisme, même après leur exclusion du PCF dans les années 1920, ce qui explique en partie la faiblesse de l'anarcho-syndicalisme en France.

Les syndicalistes des autres pays saluent pourtant le sursaut pour la paix d'une partie des socialistes, mais ne peuvent approuver une tactique qui reste fondée sur le parti politique et la conquête du pouvoir, ni l'adhésion à une Internationale qui a prouvé sa faillite.

■ Les exclus et la solidarité concrète

On peut constater que les internationalistes les plus conséquents furent précisément ceux- syndicalistes et anarchistes - qui furent exclus des

internationales existantes. Dans l'immédiat après-guerre le marxisme et l'anarcho-syndicalisme étaient les courants les plus dynamiques du mouvement ouvrier durant une vague révolutionnaire sans précédent. Ils ne parvinrent pas à s'unir, car les premiers voulurent imposer aux seconds d'obéir aux dictateurs pas très prolétariens de Moscou. Un siècle plus tard on ne sait toujours pas comment empêcher les guerres, mais on peut constater que l'important n'est pas l'existence formelle d'une Internationale mais la pratique concrète

d'une solidarité sans frontières, et l'échange direct d'informations et d'impressions entre les travailleurs de tous les pays. ●

F

Cet article est un résumé de celui de Wayne Thorpe, «El Ferrol, Rio de Janeiro, Zimmerwald, and Beyond: Syndicalist Internationalism, 1914-1918», *Revue belge de philologie et d'histoire*, n°4, 2006. Il n'existe pas de texte en français sur ces rencontres (sauf celle de Zimmerwald). On pourra lire par exemple Julien Chuzeville, «Militants contre la guerre 1914-1918», Éditions Spartacus, 2014.

* voir le *Chaboteur* n°6, déc. 2013.
édité par la CNT du Doubs:
<https://cntbesancon.wordpress.com/>



Illustration publiée par L'Humanité, 1er mai 1914, trois mois avant l'assassinat de Jaurès son fondateur

Quand on dit à un égoïste que des ouvriers se meurent de faim, il répond : *Ce ne sont pas ceux-là qui se plaignent.*

Coups de navette - 22 janvier 1832

extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



Barbelés, toujours là.

À toutes celles et ceux qui ont souffert et qui souffrent encore, dans les camps de concentration, d'extermination, de rétention, d'internement, de réfugiés, de travail, d'ici de là et d'ailleurs. Les mois passent et tissent la lente monotonie aux dents des barbelés, Les vagues de la mer, veillent sur nos baraques, bas et larges cercueils fermés. On va, on vient aujourd'hui comme hier, comme on fera demain [...] Allant dans cette quadrature de baraques parallèles, où sans le vouloir, on rentrera pour changer d'être dehors, et on sort pour entrer de nouveau, et on ressortira soumis à une manie d'aller vers une fatigante et lassante inquiétude. Et partout ce fluide passage d'ombres traînant leurs misérables doublures, leurs pensées, leurs désirs insatisfaits, leurs vaines illusions, chercheurs de l'impossible, qui parlent, regardent, boi-

vent, mangent, encore et malgré tout, le regard dans le vide. Couchés la nuit, en haut, en bas, à droite, à gauche, chacun dans sa propre alvéole, dans la discipline d'un dormir collectif, les hommes somnolent plutôt que dorment. À l'aube suivante, il y aura un autre réveil, avec les mêmes bâillements d'ennui, la même lassitude des mêmes travaux domestiques, de boire, de mal manger, des formations pour l'appel, avec les impératifs et sempiternels, Allez ! Allez ! Et toute la journée les mêmes chaotiques et «donquichottesques» pèlerins familiales, qui ne recherchent rien en deçà d'un horizon d'eaux, de sables, d'immondices. [...] D'un jour à l'autre, nous cultivons avec acharnement l'art de se lasser de vivre. Et surtout, ces bottes noires, ces bottes froides, ces bottes avec ce brillant funéraire, bottes qui ont foulé tant de chemins où trop de nos compagnons sont tombés. Et maintenant ces mêmes bottes sur les chemins de rondes circulaires. Prés d'elles une crosse, plus haut un canon, et pour terminer près d'un visage ombré, «venu malgré lui, d'un autre continent, pour garder ses semblables», une baïonnette et son profil de mort, mort qui fit parmi nous tant de ravages. La mort en d'autres lieux, la mort partout, la mort qui aurait pu être muselée. La mort des prisonniers, fière avec ses bottes qui claquent nos jours sur le pavage. Avec ses gardes qui vont et viennent, entre les ombres de notre liberté. Gardes qui ne connaissent, pas encore, l'envers de ces horribles barbelés !
Salut à tous " i adelante", ●

Manuel.



■ De tous temps, les murs

Cet article est paru à l'origine en juillet 2007 dans Amigos de CENIT, bulletin n°4 de la CNT espagnole en exil. Un bulletin qui succédait à d'autres parutions, et dans le même ordre d'idées, plus de soixante dix ans après, fait encore grincer des dents à certains et se réjouir d'autres.

Un article d'actualité, au vu des quantités de barrières que certains pays érigent à leurs frontières, mur de Berlin, mur en Palestine, murs de ronces métalliques entre USA et Mexique, entre les colonies espagnoles et le Maroc, ronces des stalags et goulags, murs de honte ! Je l'ai écrit à l'époque en mémoire de mon père, républicain et militant anarcho-syndicaliste, qui a connu les camps de concentration français, et les G.T.E. allemands, Arles-sur-Tech, Argelès-sur-Mer, Le Barcarès, Saint-Cyprien, puis réquisitionné pour la construction du Mur de l'Atlantique et la base sous marine de Brest, d'où il put s'évader, et rejoindre le maquis du Limousin. Le vécu de tous ces réfugiés de 1939 est à lui seul une épopée digne de ne pas être oubliée. Bien amicalement. Un fraternal saludo.*

Manuel, CNT espagnole en exil

* Groupes de travailleurs étrangers

PS : Les figures ombrées évoquées dans l'article sont celles des gardes sénégalais, qui eux aussi connaissons hélas, l'envers des barbelés.

Liberté de circulation...
Liberté d'installation...



**Abolition
des frontières !**



Union des syndicats CNT
du Nord Pas-de-Calais

WWW.CNT-F.ORG/59-62

Page d'information sur la situation des
migrant-e-s à Calais :
<http://www.cnt-f.org/59-62/?p=17459>

Le choléra-morbus est, pour quelques-uns, ce que la *misère* est pour d'autres ; les gens en meurent, et on ne veut pas y croire.



Coups de navette - 29 avril 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



NDL : enraciné.es, déterminé.es, mobilisé.es !

L'État recrute des entreprises. Les zadistes rameutent leurs soutiens.

Suite à l'annonce publiée le 23 octobre par le gouvernement d'un nouvel appel d'offre pour la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, nous rappelons notre détermination à empêcher toute tentative de démarrage des travaux ou d'expulsion de la ZAD. Il nous apparaît par ailleurs nécessaire de mettre en avant l'hypocrisie flagrante du gouvernement quant à ses préoccupations environnementales à la veille de la COP 21.

■ Le gouvernement trahit ses engagements

L'appel d'offre lancé quant aux travaux de la desserte aéroportuaire est un signe de plus de sa volonté de passer en force et de trahir ses engagements publics de 2014 à ne pas « débiter les travaux avant l'épuisement de tous les recours juridiques

actuellement déposés». Cet épuisement était censé inclure l'ensemble des appels et pas seulement le passage en premier instance. Ces appels lancés par les associations, notamment concernant la loi sur l'eau et les questions environnementales, n'ont toujours pas été jugés. Cette nouvelle annonce s'ajoute à la reprise des procédures d'expropriation et d'expulsion des locataires et paysans « historiques », ainsi qu'à sa campagne d'attaque médiatique contre le mouvement anti-aéroport et les habitants de la ZAD.

■ En route vers la COP 21

Dans ce contexte nous lançons une série de nouvelles mobilisations avec l'ensemble du mouvement anti-aéroport : occupants, paysans, associations, comités de soutien... Nous organisons, entre autre, un convoi en tracteurs et vélos qui partira de ND des Landes le 21 novembre pour se rendre à Paris lors de la COP21, sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique. Nous viendrons y dénoncer l'hypocrisie

flagrante entre, d'une part, la volonté affichée à ce moment là par le gouvernement, de lutter contre le réchauffement climatique, et d'autre part, la menace de revenir quelques semaines plus tard pour expulser la ZAD, détruire plus de 1600 ha de terres agricoles, de zones humides et d'habitats pour y construire un nouvel aéroport.

■ Occuper la ZAD, toujours plus.

En attendant, l'occupation de la ZAD continue, les centaines d'hectares remis collectivement en cultures, ainsi que la soixantaine d'habitats, fermes, maisons, logis auto-construits s'envisagent sur le long terme, pour les quelques deux cents personnes qui vivent sur la ZAD ainsi que pour leur nombreux soutiens dans la région.

Nous résisterons ensemble dans toute notre diversité, sur les terres de ND des Landes et bien au-delà, face à toute tentative d'attaque de la ZAD et de démarrage des travaux. Nous l'avons déjà fait face à l'opération César en 2012. Nous sommes aujourd'hui plus fort.es encore grâce à l'énergie accu-

Il se fait beaucoup de souscriptions pour les maux qui viendront (peut-être), et point pour les maux qui existent.



Coups de navette - 29 avril 183
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*